



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – *Mardi 15 janvier 2013*

Agenda

Lundi 21 janvier

-15h : **Philippe d'IRIBARNE**, directeur de recherche au CNRS : « *Une voie française dans la mondialisation* ».

-Comité secret.

Lundi 28 janvier

-15h : **Jean-David LEVITTE**, membre de l'Académie : « *La France a-t-elle encore les moyens d'une politique étrangère ?* ».

Lundi 4 février

-12h30 : Réunion de la section Économie politique, statistiques et finance, salle 3.

-15h : **Christophe de MARGERIE**, président directeur général de TOTAL : « *Total, un "major" français* ».

Lundi 11 février

-15h : **Jean-François DEHECQ**, président d'honneur de Sanofi-Aventis : « *Sanofi : 40 ans pour redonner à la France un leader mondial dans la santé* ».

Lundi 18 février

-15h : **Jean-Louis BEFFA**, ancien PDG de Saint-Gobain : « *Peut-on sauver l'industrie française ?* ».

-18h : Remise des Prix de la Fondation culturelle franco-taïwanaise, G^{de} salle des séances.

Lundi 25 février

-15h : **Geoffroy ROUX de BÉZIEUX**, président de Virgin Mobile France : « *Être entrepreneur en France* ».

Lundi 18 mars

-12h30 : Réunion de la section Économie pol., stat. et finance.

-15h : **Philippe LEVILLAIN**, membre de l'Académie : « *Notice sur la vie et les travaux de Pierre Chaunu* ».

Lundi 25 mars

-15h : **Jean-François SIRINELLI**, directeur du Centre d'histoire de Sciences Po : « *La question du français dans les sciences sociales* ».

Séance du lundi 14 janvier

Après approbation du procès verbal de la séance du 7 janvier, le président **Bertrand Collomb** a invité le secrétaire perpétuel **Xavier Darcos** à introduire parmi leurs confrères **Alain Duhamel**, élu le 10 décembre 2012 au fauteuil VII de la section Histoire et Géographie.

Il a été ensuite procédé aux dépôts d'ouvrages.

Pierre Delvolvé a présenté à ses confrères l'ouvrage de Paul Amserek intitulé *Cheminements philosophiques dans le monde du droit et des règles en général* (Paris, 2012, Armand Colin, coll. *Le temps des idées*, 647 pages).

Puis le président de l'Académie a passé la parole à **Maurice Lévy**, président du directoire de Publicis, qui a fait une communication intitulée : « *De la "réclame" à la communication numérique, l'aventure internationale de Publicis* ».

L'orateur a d'emblée défini l'histoire de Publicis comme une histoire de paradoxes successifs, indiquant que « *dès l'origine le groupe Publicis n'aurait pas dû exister* » puisqu'il est né en 1926 sous la forme d'une petite officine face au déjà très puissant Havas. « *Dès l'origine, Publicis a compris qu'il lui faudrait s'imposer contre les autres* », ce qui ne pouvait se faire qu'en visant à des degrés de créativité, d'innovation et de qualité supérieurs à ceux des concurrents. Maurice Lévy a bien sûr rendu hommage au créateur de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, homme au destin exceptionnel, grand résistant, qui en 1940 a recréé *ex nihilo* l'agence Publicis avec « *une idée essentielle : comment faire gagner les clients* ».

Face à la domination des agences américaines, « *qui ont inventé la publicité moderne et toutes les règles de marketing* » et, sachant que « *la France ne représente que 2% du marché mondial* » et qu'elle est de surcroît « *le pays le plus publiphobe au monde* », la création d'un major mondial de la publicité en France n'avait rien d'évident. Mais c'est précisément « *la nécessité de franchir tous ces obstacles qui a conduit Publicis à être plus créatif, plus exigeant, plus innovateur et même plus novateur.* »

La force de Publicis a été de « *comprendre très tôt qu'il lui fallait devenir mondial ou ne pas être* ». Après des erreurs qui consistaient à tenter d'imposer le modèle français à l'étranger, Publicis a, dans les années 1980, réorienté sa politique en mettant en avant « *le respect des cultures et des différences* », ce que traduit son motto « *Viva la différence !* ».

Maurice Lévy a insisté particulièrement sur la spécificité française de Publicis, qui offre aux clients étrangers une approche des marchés bien différente de celle des agences anglo-saxonnes. Résumant son propos, il a indiqué que Publicis est « *français de naissance, européen par nature et mondial par vocation* » et que, conçue comme une entreprise familiale, dans laquelle la famille du fondateur continue à jouer un rôle important, le groupe se distingue par une « *indéfectible fidélité à ses valeurs que sont, non seulement la francité, mais aussi l'éthique, la responsabilité sociale et la rigueur.* » C'est assurément cette culture d'entreprise, a précisé l'orateur, qui a permis à Publicis de « *passer, en 15 ans, de 6 000 à 60 000 collaborateurs et d'être présent dans 104 pays* ».

À l'issue de sa communication, **Maurice Lévy** a répondu aux questions que lui ont posées **François d'Orcival, Yvon Gattaz, Michel Albert, Emmanuel Le Roy Ladurie, Marianne Bastid-Bruguère, Philippe Levillain** et **Bertrand Collomb**.

Colloque international « Guerre et politique »

- À l'initiative de **Jean Baechler** et de Jean-Vincent Holeindre, maître de conférences à l'Université Panthéon-Assas, tous deux responsables scientifiques du programme de recherche « Guerre et société », soutenu par la Fondation Simone et Cino Del Duca de l'Institut de France et par l'Académie des sciences morales et politiques, un colloque international sur le thème « Guerre et politique » sera organisé les jeudi 17, vendredi 18 et samedi 19 janvier à la Fondation Simone et Cino Del Duca.

Seront traités successivement au cours des six demi-journées : *le concept de guerre – les types de guerre – guerre et construction politique – les régimes politiques et la guerre – les empires et la guerre – guerres et logiques politiques.*

Interviendront au cours de la première demi-journée

- **Jean Baechler**, sur le thème « *Définition politique de la guerre* », et
- **Gilbert Guillaume**, sur le thème de « *La guerre et le droit* ».
- **Georges-Henri Soutou** présidera la troisième demi-journée et traitera, lors de la dernière demi-journée, de « *La guerre froide* ».
- **Alain Besançon** fera un exposé, lors de la quatrième demi-journée, sur « *La Russie tsariste et la guerre* ».

À lire

- **Jean-Claude Trichet** : « Pour une stratégie de " stabilité compétitive" », interview dans la *Revue des deux Mondes*, numéro de janvier, page 43 à 60. Extrait : « *Je crois profondément qu'il nous faut aller plus loin sur le plan de l'union des Européens. Mon raisonnement est simple : je suis convaincu que nous ne pouvons pas nécessairement faire un bond gigantesque immédiat vers les États-Unis d'Europe, mais il y a plusieurs directions, modestes au départ, que nous pourrions emprunter. En premier lieu, le transfert au niveau central de dépenses nationales (par exemple certaines dépenses de protection sociale « standardisée ») qui pourraient être mutualisées, créant ainsi un embryon de budget fédéral au niveau de la zone euro. En deuxième lieu, le renforcement du mécanisme européen de stabilité créé pour combattre la crise et dont l'effet de dissuasion par rapport à de possibles nouvelles crises spéculatives serait ainsi augmenté. En troisième lieu, je crois que nous pouvons peut-être faire un pas important dans la voie d'une fédération économique et budgétaire « par exception » qui pourrait être activée si un pays transgressait toutes les règles établies sur le plan budgétaire ou sur le plan de sa politique macroéconomique. Au lieu d'activer des amendes qui se sont révélées inopérantes jusqu'à présent, nous pourrions imaginer de faire en sorte que la Commission, puis le Conseil, puis, en dernier ressort et avec le dernier mot, le Parlement européen puissent respectivement préparer et prendre des décisions aussi importantes que d'augmenter la TVA par exemple dans tel pays à la dérive en matière budgétaire, de geler telle ou telle dépense, etc. [...] La "fédération par exception" est un concept modeste, démocratique, respectant le principe de subsidiarité, et pouvant assumer mieux qu'actuellement la stabilité de la zone euro dans une perspective de long terme.* »

- **Jacques de Larosière** : « La conversion des banques centrales européennes à l'euro », chapitre 11 du livre *Les banques centrales à l'échelle du monde* (Les Presses de Sciences Po, 2012), établi sous la direction d'Olivier Feiertag et de Michel Margairaz. Extrait : « *À la base de la conversion à l'euro, il y a une volonté politique. C'est une dimension qu'il ne faut jamais oublier. Cette volonté est celle de deux hommes, François Mitterrand et Helmut Kohl, qui veulent rapprocher l'Allemagne et la France de telle sorte que les horreurs de la guerre en puissent plus se reproduire. [...] Deux phénomènes nouveaux interviennent à la fin des années 1980 : d'abord, les banques commencent à s'endetter d'une manière considérable, beaucoup plus que précédemment. À cette évolution, s'ajoute un deuxième facteur : la fin des contrôles des changes partout en Europe et donc la libération des mouvements de capitaux. Si vous associez ces deux éléments, vous comprenez que le champ d'action et la marge de manœuvre d'une banque centrale deviennent extrêmement réduits, surtout si, de surcroît – c'est bien sûr le troisième élément décisif – on veut conserver un lien régional de parités avec les autres grandes monnaies du système.* »

À noter

- À l'occasion de la parution de l'ouvrage **Albert-Buisson, un destin au XX^e siècle (1881-1961) Essai sur une prodigieuse réussite sociale française**, les éditions de L'Harmattan organiseront dans leurs locaux, le lundi 21 janvier à 19 heures, en présence du Chancelier de l'Institut de France, **Gabriel de Broglie**, une rencontre avec les auteurs, Charles-Albert Lucas et Pierre Pascallon. **François Albert-Buisson**, membre de l'Académie, élu le 11 janvier 1936 dans la section Législation, droit public et jurisprudence, occupa les fonctions de secrétaire perpétuel du 30 avril 1951 jusqu'à sa démission le 4 mars 1956. Mais il fut aussi le premier Chancelier de l'Institut (de janvier 1953 à mai 1961), le titre et la fonction ayant été créés en son honneur par les cinq Académies.

Groupes de travail

- Le groupe de travail que préside **Bernard d'Espagnat** sur « l'apport de la physique contemporaine à la théorie de la connaissance » se réunira le lundi 25 mars à 16h30 en salle 4.